



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 8 décembre 2024

Nos réf : DREAL/2025D/735

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 5 décembre 2024**

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **LURALI**

Route de Sauveterre  
64120 Aïcirits-Camou-Suhast

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 décembre 2024 de l'installation de fabrication d'aliments pour animaux, exploitée par la société LURALI et implantée route de Sauveterre sur la commune d'Aïcirits-Camou-Suhast (64120). Cette inspection a été annoncée par courriel du 25 novembre 2024. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

LURALI  
Route de Sauveterre – 64120 Aïcirits-Camou-Suhast  
Code AIOT dans GUN : 0005205164  
Régime : Autorisation  
Seveso : Non  
IED : Oui

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative,
- réglementation IED.

#### **Présentation de la société**

La société LURALI exploite sur le site d'Aïcirits-Camou-Suhast une usine de fabrication d'aliments du bétail et de stockage de céréales.

Les aliments fabriqués sont composés de :

- matières premières végétales : céréales (blé, son, maïs, etc.), oléoprotéagineux (pois, tournesol, soja, etc.), légumineuses, sous-produits de la fabrication du sucre (mélasse), huile,
- matières premières minérales, carbonates, premix (vitamines, oligo-éléments), médicamenteux.

Les aliments se présentent sous forme de granulés, de farine ou de miettes.

L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 16 avril 1985. Les arrêtés préfectoraux des 1<sup>er</sup> août 1990, 24 décembre 1998, 7 avril 2003, 31 juillet 2007 et 10 janvier 2012 actualisent les prescriptions applicables à l'installation. La prise d'acte du 25 juillet 2014 actualise le classement de l'installation au titre de la nomenclature des installations classées.

De plus, sont applicables à l'établissement les prescriptions de l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	SME	AM du 27 février 2020 Point 5 du titre II de l'annexe	Mise en demeure, respect de prescriptions	Sous 2 mois, transmission d'un plan de mise en œuvre du SME Sous 9 mois, application du SME

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Inventaire procédés	AM du 27 février 2020 I du point 6 du titre II de l'annexe	Demande d'action corrective	2 mois
4	Inventaire eau	AM du 27 février 2020 II & III du point 6 du titre II de l'annexe	Demande d'action corrective	4 mois
5	Inventaire air	AM du 27 février 2020 IV du point 6 du titre II de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Inventaire énergie	AM du 27 février 2020 V du point 6 du titre II de l'annexe	Demande d'action corrective	2 mois
7	Surveillance des rejets dans l'air	AM du 27 février 2020 Point 15.2 du titre III de l'annexe	Demande d'action corrective	2 mois
8	Stockage des substances dangereuses conditionnées	Document de référence sur les MTD – Juillet 2006 Émissions dues aux stockages des matières dangereuses ou en vrac – 5.1.2	Demande d'action corrective	2 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**La fiche de constats suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Donner acte du 25 juillet 2014	/

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 5 décembre 2024 a permis de constater que :

- l'exploitant n'a pas mis en œuvre de système de management environnemental pour le site d'Aïcirits-Camou-Suhast,
- les inventaires procédés, eau, air et énergie nécessitent d'être complétés ou établis,
- les analyses effectuées sur le paramètre « poussières » des rejets atmosphériques sont conformes aux exigences réglementaires. Toutefois, la fréquence des analyses doit être augmentée et portée à une périodicité annuelle,
- la désignation d'une personne responsable des substances dangereuses conditionnées et les formations associées sont à mettre en œuvre.

## 2-4) Fiches de constats

### N°1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Donner acte du 25 juillet 2014
<b>Prescription contrôlée :</b> Actualisation du tableau de classement de l'arrêté préfectoral n° 5164/11/68 du 10 janvier 2012 à la suite de la parution du décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 et du décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées.

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité	Régime
3642.2	<b>Traitement et transformation</b> , à l'exclusion du seul conditionnement <b>des matières premières</b> ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou 600 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an.	700 tonnes par jour	Autorisation
2260.1	<b>Broyage</b> , concassage, criblage, déchiquetage, <b>ensachage</b> , pulvérisation, trituration, <b>granulation</b> , nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication <b>des substances végétales</b> et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux. 1. Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 t/j.		
1412.2b	<b>Stockage</b> en réservoirs manufacturés <b>de gaz inflammables liquéfiés</b> . La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 6 tonnes, mais inférieure à 50 tonnes.	13 tonnes (cuve de propane de 30 m³)	Déclaration soumise à Contrôle périodique
1510.1	<b>Stockage de matières</b> , produits ou substances <b>combustibles</b> , en quantité supérieure à 500 tonnes, <b>dans des entrepôts couverts</b> . Le volume des entrepôts est supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³.	9 200 m³ (900 tonnes)	Déclaration soumise à Contrôle périodique
2160.2	<b>Silos et installations de stockage en vrac de céréales</b> , grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations. Le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³.	11 500 m³	Déclaration soumise à Contrôle périodique
2910.A2	<b>Installation de combustion</b> . A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. 2. La puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	3,9 MW chaudière : 1,5 MW groupe électrogène : 2,4 MW	Déclaration soumise à Contrôle périodique

**Constats :**  
L'exploitant indique en séance que la situation administrative du site n'a pas évolué.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**  
L'inspection des installations classées n'émet pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N°2 : Système de management environnemental

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27 février 2020, Point 5 du titre II de l'annexe</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace ;</li> <li>Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement ;</li> </ol>

- III. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- IV. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;
- V. Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ;
- VI. Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires ;
- VII. Garantie de la compétence et de la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation ;
- VIII. Communication interne et externe ;
- IX. Incitation des travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental ;
- X. Etablissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents ;
- XI. Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces ;
- XII. Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés ;
- XIII. Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence ;
- XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service ;
- XV. Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ;
- XVI. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;
- XVII. Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;
- XVIII. Évaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels ;
- XIX. Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;
- XX. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.

Le SME intègre également les éléments suivants :

- un plan de gestion du bruit (voir point 13.1) ;
- un plan de gestion des odeurs (voir point 14) ;
- un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir point 6) ;
- un plan d'efficacité énergétique (voir point 8.a).

Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

### **Constats :**

L'exploitant a transmis, le 6 avril 2021, un dossier de réexamen au titre de la directive IED à la suite de la parution des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) du BREF FDM.

Le document détaille les techniques mises en place par la société LURALI par rapport aux MTD disponibles dans les industries agroalimentaires et laitières. Le document indique que certaines MTD relatives au système de management environnemental sont déjà en place, notamment les points I, V, VI, X, XI, XII, XIV, XV, XVI, XX listés ci-dessus.

En séance, l'exploitant a indiqué que le système de management environnemental n'était pas mis en œuvre sur le site. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser l'état d'avancement de la démarche.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous deux mois, l'exploitant transmet un plan de mise en œuvre détaillé du système de management environnemental.

Sous neuf mois, l'exploitant applique un SME présentant toutes les caractéristiques listées au point 5 du titre II de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescriptions

**Proposition de délais :** 2 et 9 mois

**N°3 : Inventaire procédés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27 février 2020, I du point 6 du titre II de l'annexe

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :

- I. des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :
  - a) des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;
  - b) des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité. [...]

**Constats :**

L'exploitant n'a pas établi de schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions. L'exploitant propose de baser les schémas à établir sur les synoptiques issus de l'IHM du frontal de commande.

L'exploitant n'a pas produit les descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous deux mois, l'exploitant :

- établit les schémas explicitant les procédés et montrant clairement l'ensemble des émissions,
- formalise des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité.

Sous le même délai, l'exploitant transmet l'ensemble des schémas et descriptions produits à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N°4 : Inventaire eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27 février 2020, II & III du point 6 du titre II de l'annexe

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants : [...]

- II. des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9) ;

<p>III. des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température ;</li> <li>b) les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant procède à des relevés hebdomadaires de la consommation d'eau. Elle est d'environ de 7 000 m<sup>3</sup> par an.</p> <p>Cependant, l'exploitant n'a pas formalisé les informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau, présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et déterminer des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'informations exhaustives sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment concernant les purges en sortie de la chaudière.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous quatre mois, l'exploitant l'exploitant réunit et formalise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux,</li> <li>• les informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température,</li> <li>b) les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

## N°5 : Inventaire air

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27 février 2020, IV du point 6 du titre II de l'annexe</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :</p> <p>IV. des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;</li> <li>b) les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;</li> <li>c) la présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait procéder à des analyses sur les effluents gazeux en sortie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du broyeur, de l'aspiration du chargement en vrac, des conduits de granulation n°1 et n°2 entre les 3 et 4 avril 2014. Les paramètres mesurés sont la vitesse, la température, le débit humide, le débit sec, la teneur en vapeur d'eau, les COVT et les poussières.</li> <li>• de l'aspiration du chargement en vrac et des conduits de granulation n°1 à 3 entre les 9 septembre 2019 et 4 octobre 2019. Les paramètres mesurés sont la vitesse, la température, le débit humide, le débit sec, la teneur en vapeur d'eau et les poussières.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous deux mois, l'exploitant se positionne sur les paramètres à analyser sur les effluents gazeux, intégrant <i>a minima</i> les paramètres listés à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2012 et au point 15.2 du titre II de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020.</p>

La fréquence des analyses portant sur les rejets atmosphériques est abordée au point de contrôle n°8.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

## N°6 : Inventaire énergie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27 février 2020, V du point 6 du titre II de l'annexe

### Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants : [...]

- V. des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources ; [...]

### Constats :

L'exploitant n'a pas formalisé les informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et n'a pas déterminé les mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous deux mois, l'exploitant formalise les informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermine les mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources.

Sous le même délai, l'exploitant informe l'inspection des installations classées de l'ensemble des mesures retenues permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

## N°7 : Surveillance des rejets dans l'air

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27 février 2020, Point 15.2 du titre III de l'annexe

### Prescription contrôlée :

Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes :

Paramètre	Secteur d'activité	Procédé spécifique	VLE en mg/Nm <sup>3</sup>	Fréquence de surveillance
Poussière	Séchage du fourrage vert	-	200 (concentration mesurée sur gaz humide)	Une fois tous les trois mois
	Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux	Broyage	Unités nouvelles : 5 Unités existantes : 10	Une fois par an
		Refroidissement de granulés	20	
	Extrusion d'aliments secs pour animaux de compagnie	-	100 si le flux est inférieur à 1 kg/jour 40 si le flux est supérieur ou égal à 1 kg/jour	Une fois par an



**Constats :**

L'exploitant a fait procéder à des analyses sur les effluents gazeux en sortie :

- du broyeur, de l'aspiration du chargement en vrac, des conduits de granulation n°1 et n°2 entre les 3 et 4 avril 2014,
- de l'aspiration du chargement en vrac et des conduits de granulation n°1 à 3 entre les 9 septembre 2019 et 4 octobre 2019.

Les concentrations mesurées en poussière sont inférieures aux valeurs limites définies à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2012 (5 mg/Nm<sup>3</sup> à 20 mg/Nm<sup>3</sup> pour la poussière sèche) et au point 15.2 du titre II de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020.

Il est rappelé à l'exploitant que les mesures portant sur le paramètre poussière sont à réaliser à une fréquence annuelle, conformément aux dispositions du point 15.2 du titre II de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous deux mois, l'exploitant fait procéder à des analyses des rejets atmosphérique afin de compléter les informations portant sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux (voir point de contrôle n°5).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N°8 : Stockage des substances dangereuses conditionnées – Formation et responsabilité**

**Référence réglementaire :** Document de référence sur les meilleures techniques disponibles – Juillet 2006  
Émissions dues aux stockages des matières dangereuses ou en vrac – 5.1.2

**Prescription contrôlée :**

La MTD consiste à nommer la ou les personnes responsables du fonctionnement du stockage.

La MTD consiste à apporter à la personne responsable ou aux personnes responsables la formation spécifique et la formation de reclassement pour les procédures d'urgence, selon la description de la section 4.1.7.1 et à informer les autres employés du site des risques associés au stockage de substances dangereuses conditionnées et des précautions nécessaires pour le stockage sécurisé des substances présentant différents dangers.

**Constats :**

L'exploitant précise que la cuve de propane présente sur le site est la propriété de la société Primagaz. Il précise que la société Primagaz effectue toutes les actions de maintenance sur la cuve et qu'il ne dispose pas d'informations exhaustives à ce titre.

La dernière épreuve de la cuve a été réalisée le 30 juin 2015. Un test du sprinklage a été effectué en séance.

L'exploitant précise qu'aucune formation spécifique n'a été réalisée sur les risques associés au stockage de substances dangereuses.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous deux mois, l'exploitant nomme une ou des personnes responsables du fonctionnement du stockage. Elle apporte à la personne responsable ou aux personnes responsables la formation spécifique et la formation de reclassement pour les procédures d'urgence et informe les autres employés du site des risques associés au stockage de substances dangereuses conditionnées et des précautions nécessaires pour le stockage sécurisé des substances présentant différents dangers.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois